



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



WESTMINSTER & CITY

NEWS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°19 – du 20 au 26 mai 2022

## En bref

- Le gouvernement annonce la nomination de trois nouveaux émissaires commerciaux au Canada, en Corée du Sud et en Turquie.
- L'autorité des marchés financiers (FCA) poursuit sa mise en œuvre des recommandations du rapport Hill sur le régime de cotation. Une [consultation](#) a été ouverte sur l'établissement d'un segment unique sur le London Stock Exchange.

## LE CHIFFRE À RETENIR

-40

Le niveau de confiance des consommateurs selon l'institut GfK, en avril (soit - 2 points par rapport à mars) : le point le plus bas depuis la création de l'indice en 1974.

- La Colombie annonce la ratification de l'accord de continuité *UK-Andean countries trade agreement*.

**Fait marquant : Face à la hausse du coût de la vie, le Gouvernement soutient les ménages à hauteur de 15 Md£**

Le Chancelier de l'Échiquier Rishi Sunak, a annoncé le 26 mai un nouveau plan de soutien (cost of living support package), en complément des mesures déjà annoncées lors du Spring Statement de février, visant à aider les ménages les plus précaires en Grande-Bretagne à faire face à l'inflation qui devrait atteindre 10% d'ici la fin d'année.

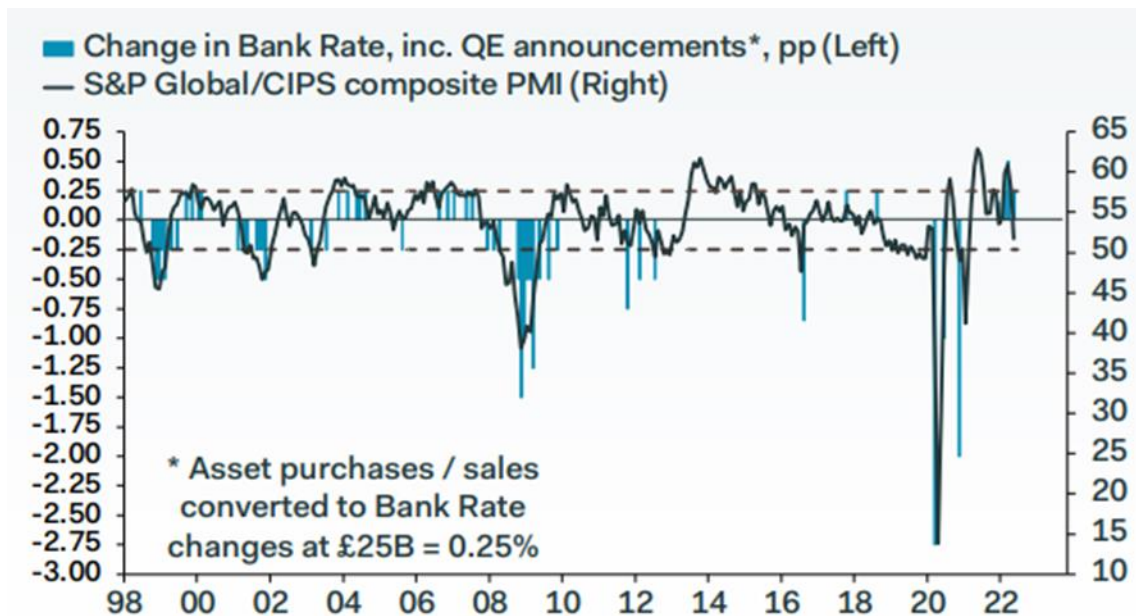
En complément des annonces de février et de mars, le paquet de mesures est significatif, ciblé et progressif avec une majorité des aides pour les ménages les plus vulnérables. Les 8 millions de ménages bénéficiant des allocations sociales recevront une aide directe de 650 £, versée en deux fois, en juillet et à l'automne 2022 (coût de 5 Md£). Ce versement sera cumulable avec des aides exceptionnelles de 300 £ pour plus de 8M de retraités (coût de 2,5 Md£), et de 150 £ pour 6 M de personnes atteintes d'un handicap (coût de 1Md£). Par ailleurs, en octobre, le Fond de soutien local sera abondé d'1/2 Md£ afin de permettre aux collectivités locales d'aider les ménages en difficulté, en priorité ceux qui ne bénéficient pas d'allocations. L'ensemble de la population bénéficiera d'un rabais de 400 £ sur sa facture énergétique en octobre, le soutien en liquidité de 200 £ annoncé lors du *Spring Statement* étant doublé et converti en subvention directe (coût de 6Md£).

Prises ensemble, toutes les dépenses en soutien annoncées depuis le début d'année viennent compenser 82% de l'augmentation de la facture énergétique des ménages en 2022, et jusqu'à 93% pour les plus modestes. Selon le *think-tank Resolution Foundation*, sur la base des mesures en recettes et en dépenses prises cette année, un ménage dans le premier quintile de la distribution recevra un soutien net de l'ordre de 1195£ en moyenne, contre 799£ pour un ménage du milieu de la distribution. Les ménages du dernier quintile subiront une perte de revenus de l'ordre de 456£.

Ce plan sera notamment financé grâce à la mise en place d'une taxe exceptionnelle temporaire (Energy Profit Levy) de 25% sur les profits des compagnies pétrolières et gazières entrée en vigueur le 26 mai et qui devrait rapporter 5Md£ la première année. Afin de ne pas décourager les

investissements de ces entreprises en mer du Nord tout en taxant « de manière juste » leurs profits « hors normes », le Gouvernement a indiqué que les profits réinvestis bénéficieraient d'une déduction fiscale (Investment allowance) de 80%. La taxe pourrait être supprimée en cas de baisse des prix à des niveaux jugés « normaux » et devrait l'être au plus tard au 31 décembre 2025.

## Graphique de la semaine :



Source : Pantheon macroeconomics

Clé de lecture : l'indice PMI composite de l'institut Markit reste en zone d'expansion mais plonge en mai à 51,8 contre 58,2 en avril. Cette chute de l'indice PMI semble constituer un point d'inflexion du cycle économique au Royaume-Uni. Historiquement on observe une corrélation entre ces niveaux de PMI et des décisions de baisse du taux directeur de la Banque d'Angleterre. Actuellement à 1%, après 4 hausses successives depuis décembre dernier, le taux pourrait atteindre 2% d'ici la fin d'année selon certaines prévisions. Les marchés anticipent une hausse de 60 points de base d'ici août.





## Actualité commerce & investissement

**Le Royaume-Uni et le Qatar signe un nouveau [partenariat](#) d'investissement stratégique** – Jusqu'à 10Md£ d'investissements qatari seront déployés au cours des 5 prochaines années dans l'économie britannique, notamment le secteur financier, les véhicules propres, les sciences et la cyber sécurité. En outre, le Premier ministre britannique et l'émir du Qatar Sheikh Tamim bin Hamad al Thani ont abordé la situation en Ukraine ainsi que des questions de sécurité régionale, notamment les relations avec l'Iran. En parallèle, le ministre de l'économie et de l'énergie britannique Kwasi Kwarteng a signé un accord (MoU) sur la sécurité énergétique (le Qatar fournissant près de 40% du gaz naturel liquéfié du Royaume-Uni).

**Le gouvernement britannique fait usage de son pouvoir discrétionnaire d'intervention dans le rachat de *Newport Wafer Fab* par *Nexperia* en vertu du nouveau *National Security and Investment Act*** – Pour mémoire, *Nexperia*, entreprise de semi-conducteurs basée aux Pays-Bas mais détenue à 100 % par le chinois *Wingtech Technology* (dont 30 % des actions peuvent être rattachés au gouvernement chinois), avait [annoncé](#) le 5 juillet 2021 le rachat de l'entreprise britannique *Newport Wafer Fab*, fabricant britannique de pièces de silicone, notamment utilisées dans la fabrication de puces électroniques. Le gouvernement dispose désormais de 30 jours, prorogeable jusqu'à 45 jours pour procéder à l'évaluation du rachat au titre de la sécurité nationale.

**Face au mécontentement des députés, le gouvernement britannique formalise le contrôle parlementaire des nouveaux accords commerciaux** – Dans une [lettre](#) du secrétaire d'Etat à l'investissement Gerry Grimstone, le gouvernement expose ses engagements au cours des trois étapes du processus en matière d'examen des accords commerciaux. Plus précisément, le gouvernement s'engage à publier les objectifs de l'accord commercial avant le début des pourparlers, suivi de la tenue d'un débat au Parlement sur lesdits objectifs. Par ailleurs, le gouvernement s'engage à tenir les députés régulièrement informés des avancées des négociations et à octroyer un «délai raisonnable» pour l'examen de l'accord. Jusqu'à présent, en vertu de la *Constitutional Reform and Governance Act 2010*, les deux chambres disposent de 21 jours de séance avant la ratification de l'accord (pouvant prolonger ce délai à plusieurs reprises). Le gouvernement reconnaît, toutefois, que «la longueur, la portée et la complexité» des accords de libre-échange justifient un régime spécifique.

**Le gouvernement britannique annonce le lancement de négociations commerciales avec le Mexique** – Selon le communiqué britannique, le gouvernement vise «un accord moderne et renforcé» en vue de stimuler ses relations commerciales avec le Mexique estimées à près de 3,8Md£ en 2020, soit son 45<sup>ème</sup> partenaire commercial. Le premier cycle des négociations aura lieu en juillet prochain, suivi d'un deuxième cycle à l'automne dans le but de conclure les pourparlers d'ici la fin 2023. En l'état actuel, l'accord de continuité, hérité de l'accord UE-Mexique (en vigueur depuis 2000), régit les relations commerciales entre les deux pays.

## Actualité financière

**La Banque d'Angleterre (BoE) publie les [résultats](#) des stress tests climatiques effectués sur les principales banques et assureurs britanniques** – Ce stress-test est le premier du genre accompli par la BoE. Les trois scénarios retenus envisagent différentes trajectoires d'action publique pour faire face au changement climatique. Dans un scénario sans mesures supplémentaires de lutte contre le changement climatique, les établissements financiers pourraient subir une baisse de 10 à 15 % de leurs bénéfices annuels. Les banques pourraient subir jusqu'à 225Mds£ de pertes de crédit d'ici 2050, tandis que la valeur des actifs des assureurs pourrait chuter de 15 % dans le pire des cas. Avec les niveaux actuels de capital les banques et assureurs seraient à même d'absorber ce choc. Pour autant, la BoE souligne que l'ampleur des chocs reste sous-estimés selon la BoE – les risques géopolitiques, d'épidémie ou encore de guerre associés aux dérèglements climatiques n'étant pas pris en compte. [Selon S. Woods](#), directeur de la *Prudential Regulatory Authority* (PRA), les résultats de cet exercice ne seront pas utilisés pour fixer des exigences prudentielles plus élevées.

**UK finance, fédération professionnelle bancaire, publie les [données](#) concernant les prêts immobiliers *in fine*** – Ces prêts (*interest-only mortgage*) ne requièrent que le paiement des intérêts durant la vie du prêt, le capital étant remboursé *in fine*. L'encours de ces prêts hypothécaires a diminué de 15 % par an depuis 2014 en raison d'une stratégie concertée du secteur visant à gérer la taille et le profil de risque du

portefeuille de prêts. Selon l'organisme, cette stratégie a permis de réduire le stock de plus de deux tiers comparé à 2012, date à laquelle il a commencé à collecter ces données. Cette stratégie s'inscrit dans le cadre de nouvelles règles mises en place par la *Financial Conduct Authority* en 2014 visant à diminuer la distribution de ces produits. En effet, ces prêts ont régulièrement été pointés du doigt, certains emprunteurs n'étant pas en mesure de faire face à un remboursement total à l'échéance et devant vendre leur maison ou s'endetter pour racheter leur prêt.

**Dans le cadre de ses nouveaux pouvoirs, la FCA [annonce](#) qu'elle prévoit d'annuler ou de modifier plus rapidement les activités réglementées que les entreprises sont autorisées à exercer** – La FCA adressera deux avertissements aux entreprises si elle estime qu'elles n'utilisent pas une autorisation réglementaire dont elles disposent. La FCA pourra alors annuler l'autorisation, ou la modifier, 28 jours après le premier avertissement si l'entreprise n'a pas pris les mesures appropriées. La FCA pourra également annuler l'autorisation d'une entreprise lorsqu'elle n'est plus nécessaire ou lorsque les entreprises l'utilisent de manière inappropriée, par exemple lorsqu'une autorisation est utilisée à tort pour commercialiser des produits à haut risque qui ne sont pas réglementés par la FCA. Cette volonté d'accroître la protection des consommateurs s'inscrit dans la réforme du *Consumer Duty* mettant l'accent sur la responsabilité des entreprises créatrices et distributrices de produits financiers.

**Le président sortant de la FCA met en garde le gouvernement britannique contre la création trop précipitée d'un *Crypto Hub*** – Dans un contexte d'effondrement de certains crypto-actifs, la FCA réitère ses

avertissements quant au caractère spéculatif de ces produits financiers. Dans un [discours](#) le 20 mai, le dirigeant (démissionnaire) de la FCA, Charles Randell, a également souligné l'importance de l'indépendance de l'autorité alors que des membres de l'industrie crypto font pression sur le gouvernement pour promouvoir le développement de ces outils et produits. L'autorité des marchés ne serait également pas prête à réguler un secteur aussi complexe et dont la surveillance impliquerait des coûts supplémentaires importants.

**Les régulateurs financiers britanniques veulent durcir les [règles applicables](#) aux *Money Market Funds* (MMF) et lancent une consultation sur le sujet** – Un MMF est un type de fonds commun de placement qui investit dans des titres de haute qualité ayant une échéance à court terme, comme des actions ou des obligations. Ces fonds sont un outil très important pour la gestion des liquidités des entreprises. La crise de la Covid a cependant révélé qu'il subsistait des problèmes structurels empêchant ces marchés de remplir totalement leur office en temps de crises. Les mesures proposées consisteraient à obliger les fonds à détenir des actifs plus liquides, tels que des obligations d'État de haute qualité, tout en plafonnant les actifs moins liquides, tels que les billets de trésorerie du secteur privé. En outre, les autorités voudraient imposer des limites strictes de concentration des investisseurs pour réduire le risque que les rachats d'un seul gros investisseur ne déclenchent l'illiquidité d'un MMF donné. La consultation se clôturera le 23 juillet.



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Responsable de la publication :  
Rédacteurs :

Pour s'abonner :

Service Economique Régional de Londres  
Quentin Bon, Carole Lebreton et Sophia Milliaud  
Revu par Thomas Ernout  
[londres@dgtresor.gouv.fr](mailto:londres@dgtresor.gouv.fr)